

instrumens qui ont abrégé le travail et diminué les dépenses de leurs manufactures, des esclaves qui ne leur coûtaient que les deux tiers du prix payé par les cultivateurs des autres nations. Jamais ils ne furent dans la ruineuse dépendance de ces avides intermédiaires qui se sont rendus les souverains arbitres de tous les marchés dans les îles des autres peuples. Toujours leur mère-patrie pourvoit directement à leurs besoins ; toujours elle reçoit directement leurs productions. Pourvus par le continent septentrional de vivres pour leur subsistance, de bois pour leurs édifices, de bêtes de somme pour leurs travaux en échange de leur rum et de leurs sirops, qui étaient comme perdus pour leurs concurrens, ils ont pu diriger les bras de leurs nègres vers des objets plus lucratifs. L'indépendance des États-Unis a privé ces insulaires des ressources que leur procurait une communication facile, libre et suivie avec la Nouvelle-Angleterre ; mais un intérêt bien entendu peut rapprocher les deux puissances, et les îles recouvrer en tout ou en partie ce qu'elles ont malheureusement perdu.

Ces colonies ne furent jamais assujetties à aucun impôt par leur métropole. Seulement, en 1663, toutes, si l'on en excepte la Jamaïque, s'engagèrent volontairement à payer à perpétuité au chef de l'état quatre et demi pour cent pour toutes celles de leurs productions qui seraient exportées. Une si grande générosité parut depuis onéreuse,

et le fardeau fut allégé. Comme cette obligation est acquittée avec des denrées, on ne livre guère que celles qui ont quelque imperfection, et l'on n'est pas plus scrupuleux sur le poids que sur la qualité. De cette manière le monarque ne reçoit que la moitié du don qui lui fut anciennement accordé.

C'est encore trop pour des établissemens chargés de fournir eux-mêmes à leurs dépenses intérieures. Elles furent très-considérables lorsque ces colonies réglèrent leur organisation, ou élevaient des fortifications jugées nécessaires à leur sûreté. Les taxes étaient multipliées à cette époque, et chaque événement fâcheux en amenait de nouvelles, parce qu'on trouvait plus sage de demander des contributions au citoyen que d'avoir recours à des engagemens publics. Le temps a diminué les besoins. Il a fallu même pourvoir avec plus d'économie à ceux qui restaient, parce que les ressources des cultivateurs ne sont plus les mêmes. Les tributs sont actuellement peu de chose, et on pourrait les réduire encore, si, par une contradiction manifeste avec l'esprit républicain, qui est un esprit de désintéressement, ceux qui remplissent les places d'administration n'exigeaient de trop gros salaires.

Mais c'est un inconvénient inévitable chez un peuple commerçant. Libre ou non, il vient à n'aimer, à n'estimer que les richesses. La soif de l'or étant plus l'ouvrage de l'imagination que du

LXI.
État actuel
des îles
anglaises.

besoin, on ne se rassasie pas de trésors comme des alimens des autres passions. Celles-ci sont isolées et n'ont qu'un temps; elles se combattent ou se succèdent. La passion de l'argent nourrit et satisfait toutes les autres, du moins elle y supplée à mesure qu'elle les use par les moyens qu'elle fournit de les assouvir. Il n'est point d'habitude qui se fortifie plus par l'usage que celle d'amasser; elle semble s'irriter également par les jouissances de la vanité et par les privations de l'avarice. L'homme riche a toujours besoin de remplir ou de grossir son trésor. C'est une expérience constante, qui s'étend des individus aux nations.

Depuis que le commerce a élevé des fortunes considérables dans toute l'Angleterre, la cupidité y est devenue le mobile universel et dominant. Les citoyens qui n'ont pas pu ou qui n'ont pas voulu s'attacher à cette profession la plus lucrative n'ont pas renoncé cependant au lucre, dont les mœurs et l'opinion leur faisaient un besoin. Même en aspirant à l'honneur, ils couraient aux richesses. Dans la carrière des lois et des vertus, qui doivent se chercher et s'appuyer mutuellement, dans la gloire de siéger au parlement ils ont vu le moyen d'agrandir leur fortune. Pour se faire élire membres de ce corps puissant, ils ont corrompû les suffrages du peuple, et n'ont pas plus rougi de revendre à la cour ce peuple que de l'avoir acheté. Chaque voix est devenue vénale

dans le sénat de l'empire. Un ministre célèbre avait le tarif des probités, et s'en vantait publiquement, à la honte des Anglais. C'était, disait-il, un devoir de sa place d'acheter les représentans de la nation pour les faire voter, non pas contre, mais selon leur conscience. Eh! que dit la conscience où l'argent a parlé? Si l'esprit mercantile a pu répandre dans la métropole la contagion de l'intérêt personnel, comment n'aurait-il pas infecté les colonies dont il est le principe et le soutien? Est-il bien vrai que, chez la fière Albion, un citoyen assez généreux pour servir la patrie par amour de la gloire serait un homme du monde et d'un siècle qui ne sont plus? Il superbe, puissent tes ennemis ne plus s'abandonner à ce vil esprit d'intérêt! tu leur rendras un jour tout ce qu'ils ont perdu.

Les îles britanniques comptent maintenant cinq cent mille esclaves; mais le nombre des blancs a diminué assez généralement à mesure que celui des noirs augmentait. Ce n'est pas qu'il n'y eût, pour remplacer ceux qui périssaient ou qui disparaissaient avec la fortune qu'ils avaient acquise, autant d'hommes indigens ou désœuvrés en Angleterre que dans les premiers temps de l'émigration; mais cet esprit d'aventure, que la nouveauté des objets et le concours des circonstances avaient fait éclore, a été arrêté ou étouffé. D'un côté, l'espace qu'occupaient les petites cultures a été fondu successivement dans les sucre-

ries qui exigent un terrain fort vaste ; de l'autre , les propriétaires de ces grandes plantations ont réduit , le plus qu'il était possible , des agens dont les salaires étaient devenus un fardeau pesant.

Depuis cette révolution , les îles britanniques ont plus que jamais à craindre des ravages ou une invasion. Leurs colons , tous enrégimentés , furent autrefois en forces suffisantes pour repousser du moins un ennemi faible et mal armé. Si la marine de la métropole cessait aujourd'hui un moment de les protéger , elles pourraient être la plupart emportées par un coup de main. C'est beaucoup que , dans l'état où elles sont , les milices puissent contenir les noirs , plus malheureux sous la domination anglaise que sous aucune autre ; car il semble que l'esclavage soit d'autant plus dur chez les nations libres qu'il y est plus injuste et plus étranger. Telle est donc la marche de l'homme vers l'indépendance , qu'après avoir secoué le joug , il veut l'imposer ; et que le cœur le plus impatient de la servitude devient le plus amoureux de la domination !

Au mois de mars 1781 , milord Nord instruisit la chambre des communes des progrès qu'avait faits la culture du sucre dans les îles britanniques. Depuis 1728 jusqu'en 1746 elles en envoyèrent annuellement à la métropole huit cent mille quintaux ; depuis 1746 jusqu'en 1750 un million de quintaux ; depuis 1750 jusqu'en 1755 un million quatre cent mille quintaux ; depuis 1755

jusqu'en 1760 un million huit cent mille quintaux ; depuis 1760 jusqu'en 1770 plus de deux millions de quintaux ; depuis 1770 jusqu'en 1775 deux millions cinq cent mille quintaux. Le ministre s'arrêta là , et ne fit point mention de l'accroissement qu'avaient dû recevoir les autres productions coloniales , le coton principalement. Cette augmentation devait être pourtant de quelque importance , puisqu'il est démontré que les denrées envoyées en 1787 à la Grande-Bretagne par ses îles du Nouveau-Monde furent vendues 6,539,415 livres sterling , ou 156,945,960 livres tournois , et que les droits du fisc s'élevèrent à 1,417,522 livres sterling , ou 34,020,528 livres. Combien , depuis cette époque déjà assez reculée , ce grand produit n'a-t-il pas dû s'accroître !

Ajoutez à ce que la Grande-Bretagne tire de ses établissemens dans l'archipel américain ce qu'en reçoit l'Irlande. Les habitans de cette île naviguèrent d'abord aussi librement que les Anglais eux-mêmes dans cette partie du Nouveau-Monde. On y gêna depuis leur commerce au point de l'anéantir. En 1779 ils recouvrèrent leurs premières prérogatives , mais sous la condition formelle que les denrées qu'ils pourraient charger supporteraient dans leurs douanes toutes les impositions qu'elles devaient à leur entrée en Angleterre.

La concession eut peu de suite dans les premières années. Elle devint quelque chose avec le

temps. En 1787 les Irlandais importèrent dans leur patrie quarante et un mille quintaux de sucre et trois cent quarante-deux galons de rum; en 1788, quarante-sept mille neuf cents quintaux de sucre et quatre cent dix mille galons de rum; en 1789, cinquante mille quintaux de sucre et sept cent soixante mille galons de rum. Cet approvisionnement ne suffisait pas à leurs besoins. En 1787 ils reçurent de la Grande-Bretagne cent quarante mille quintaux de sucre brut, sept mille quintaux de sucre blanc, cinq cent vingt-six mille galons de rum; en 1788, cent quatre-vingt-trois mille quatre cents quintaux de sucre brut, seize mille huit cents quintaux de sucre blanc, cinq cent soixante-trois mille six cents galons de rum; en 1789, cent trente-huit mille trois cents quintaux de sucre brut, quatre mille huit cents quintaux de sucre blanc, trois cent mille galons de rum.

A l'époque où les îles d'Amérique furent rouvertes à l'Irlande, ses manufactures employèrent à peine trois mille quintaux de coton. Elles ont fait quelques progrès, et en 1789 elles mirent en œuvre treize mille cinq cent soixante-cinq quintaux de cette matière, dont on tira directement quatre mille neuf cents quintaux du nouvel hémisphère, et cinq mille deux cent trente-sept d'Angleterre.

Il suit de ce qui a été dit que les Irlandais demandent encore à la Grande-Bretagne les trois quarts du sucre et la moitié du rum et du coton

qu'ils consomment. Leur ambition est de se passer un jour d'intermédiaire, et avec le temps ils y parviendront.

En échange des denrées qu'elle reçoit, l'Irlande donne annuellement aux îles huit à neuf cent mille verges de toile, vingt-quatre mille quintaux de beurre, quarante mille barils de bœuf salé, seize mille barils de porc salé, dix à douze mille barils de harengs pêchés sur ses côtes ou achetés à Gothembourg. Elle complète ses cargaisons avec quelques objets de moindre valeur fournis par le pays même, ou venus des marchés étrangers.

Les liaisons de l'Irlande avec les îles lui forment une navigation de neuf à dix mille tonneaux. Les navires qui y sont employés touchent communément à la Barbade, où on leur donne connaissance des colonies qui ont le plus pressant besoin de vivres. Ils sont expédiés la plupart de Corck, de Limerick, de Kewy, de Waterford, de Belfast et Dublin; mais presque tous font leur retour dans cette dernière ville, devenue le centre du commerce intérieur du royaume.

C'était aussi la capitale de la Grande-Bretagne, qui originairement avait envahi toutes les communications de l'état avec ses établissemens dans le nouvel hémisphère. Un pareil désordre blessait justement les gens éclairés. Mais du moins Londres est le plus beau port de l'Angleterre; Londres construit des vaisseaux et fabrique des marchandises; Londres fournit des matelots à la

navigation et des bras au commerce; Londres est dans une province tempérée, féconde et centrale; tout peut y arriver, tout peut en sortir. Elle est vraiment le cœur du corps politique par sa situation locale. Cette cité n'est pas remplie de superbes oisifs qui ne font qu'embarrasser et surcharger un peuple laborieux; c'est le siège de la nation assemblée. Là, le palais du prince n'est ni vaste, ni vide; il y règne par sa présence, qui vivifie tout. Le sénat y dicte des lois au gré du peuple qu'il représente; il n'y craint pas l'aspect du monarque ni les attentats du ministère. Londres n'est point parvenue à sa grandeur par l'influence du gouvernement, qui force et subordonne toutes les causes physiques, mais par l'impulsion naturelle des hommes et des choses, par une sorte d'attraction du commerce. C'est la mer, c'est l'Angleterre, c'est le monde entier qui veulent que Londres soit riche et peuplé.

Cependant cet entrepôt immense a perdu, avec le temps, quelque chose de l'espèce de monopole qu'il exerçait sur les colonies et sur les provinces. Bristol, Liverpool, Glasou, Edimbourg, ont pris une part assez considérable à ce grand mouvement. Il se serait même établi une concurrence plus universelle, si des mœurs nouvelles, le dégoût d'une vie retirée, le désir d'approcher du trône, une mollesse et une corruption qui ont passé toutes les bornes n'eussent réuni à Londres ou sur son territoire le tiers de la population du

royaume, et principalement les grands consommateurs.

L'histoire du grand archipel de l'Amérique ne saurait être, ce semble, mieux terminée que par une récapitulation des avantages qu'il procure aux puissances qui l'ont successivement envahi. C'est uniquement par l'impulsion que ses immenses productions ont donnée au commerce qu'il doit tenir une place éternelle dans les fastes des nations, puisqu'enfin les richesses sont le mobile des révolutions rapides qui tourmentent le globe. Ce furent les colonies de l'Asie mineure qui amenèrent sa splendeur et la chute de la Grèce. Rome, qui n'aima d'abord à dompter les peuples que pour les gouverner, s'arrêta dans sa grandeur quand elle eut sous sa main les trésors de l'Orient. La guerre sembla s'assoupir un moment en Europe pour aller envahir le Nouveau-Monde, et ne s'est depuis si souvent réveillée que pour en partager les dépouilles. La pauvreté, qui sera toujours le partage du grand nombre des hommes, et le choix du petit nombre de sages, ne fait pas de bruit sur la terre. Les annales de l'univers ne peuvent donc s'entretenir que de massacres ou de richesses.

Les îles de l'autre hémisphère donnent annuellement quinze millions à l'Espagne, huit au Danemark, trente à la Hollande, quatre-vingt-deux à l'Angleterre, cent vingt-six à la France. C'est donc environ deux cent soixante et un millions que

XLII.
Résumé
des richesses
qui sortent
de tout
l'archipel
américain.

sont vendues dans notre continent les productions recueillies dans des champs qui étaient entièrement incultes il n'y a pas trois siècles.

Ce n'est pas un don que le Nouveau-Monde fait à l'ancien. Les peuples qui reçoivent ce fruit important du travail de leurs sujets établis en Amérique livrent en échange, mais avec un avantage marqué, ce que leur sol et leurs ateliers fournissent. Quelques-uns consomment en totalité ce qu'ils tirent de ces possessions éloignées ; les autres font de leur superflu la base d'un commerce florissant avec leurs voisins. Ainsi chaque nation propriétaire dans le Nouveau-Monde, quand elle est vraiment industrielle, gagne moins encore par le nombre des hommes qu'elle entretient au loin sans aucuns frais que par la population que lui procure au-dedans celle du dehors. Pour nourrir une colonie dans l'autre hémisphère, il lui faut cultiver une province en Europe, et ce surcroît d'occupation augmente sa force intérieure, sa richesse réelle. Tout le globe se ressent de cette impulsion.

Les travaux des colons établis dans ces îles long-temps méprisées sont l'unique base du commerce d'Afrique, étendent les pêcheries et les défrichemens de l'Amérique septentrionale, procurent des débouchés avantageux aux manufactures d'Asie, doublent, triplent peut-être l'activité de l'Europe entière. Ils peuvent être regardés comme la cause principale du mouvement rapide

qui agite l'univers. Cette fermentation doit augmenter à mesure que des cultures si susceptibles d'extension approcheront davantage de leur dernier terme.

Rien ne serait plus propre à avancer cet heureux période que le sacrifice du commerce exclusif que se sont réservé toutes les nations, chacune dans les colonies qu'elle a fondées. La liberté illimitée de naviguer aux îles exciterait les plus grands efforts, échaufferait les esprits par une concurrence générale. Les hommes qui, osant invoquer l'amour du genre humain, puisent leurs lumières dans ce feu sacré, ont toujours fait des vœux pour voir tomber les barrières qui interceptent la communication directe de tous les ports de l'Amérique avec tous les ports de l'Europe. Les gouvernemens qui, presque tous corrompus dans leur origine, ne peuvent se conduire par les principes de cette bienveillance universelle, ont cru que des sociétés, fondées la plupart sur l'intérêt particulier d'une nation ou d'un seul homme, devaient restreindre à leur métropole toutes les liaisons de leurs colonies. Ces lois prohibitives, ont-ils dit, assurent à chaque nation commerçante de l'Europe la vente de ses productions territoriales, des moyens pour se procurer des denrées étrangères dont elle a besoin, une balance avantageuse avec toutes les autres nations commerçantes.

Ce système, après avoir été jugé long-temps le meilleur, s'est vu vivement attaqué lorsque la

XLIII.
Moyen le plus propre à multiplier les productions de l'archipel de l'Amérique.

théorie du commerce a franchi les entraves des préjugés. Aucune nation, a-t-on dit, n'a dans sa propriété de quoi fournir à tous les besoins que la nature ou l'imagination donnent à ses colonies. Il n'y en a pas une seule qui ne soit obligée de tirer de l'étranger de quoi compléter les cargaisons qu'elle destine pour ses établissemens du Nouveau - Monde. Cette nécessité met tous les peuples dans une communication du moins indirecte avec ces possessions éloignées. Ne serait-il pas raisonnable d'éviter la route tortueuse des échanges, et de faire arriver chaque chose à sa destination par la ligne la plus droite? Moins de frais à faire, des consommations plus considérables, une plus grande culture, une augmentation de revenu pour le fisc, mille avantages dédommageraient les métropoles du droit exclusif qu'elles s'arrogent toutes à leur préjudice réciproque.

Ces maximes sont vraies, solides, utiles; mais elles ne seront pas adoptées. En voici la raison. Une grande révolution se prépare dans le commerce de l'Europe, et elle est déjà trop avancée pour ne pas s'accomplir. Tous les gouvernemens travaillent à se passer de l'industrie étrangère. La plupart y ont réussi; les autres ne tarderont pas à s'affranchir de cette dépendance. Déjà les Anglais et les Français, qui sont les grands manufacturiers de l'Europe, voient refuser de toutes parts leurs chefs-d'œuvre. Ces deux peuples, qui sont en même temps les plus grands cultivateurs

des îles, iront-ils en ouvrir les ports à ceux qui les forcent, pour ainsi dire, à fermer leurs boutiques? Plus ils perdront dans les marchés étrangers, moins ils voudront consentir à la concurrence dans le seul débouché qui leur restera. Ils travailleront bien plutôt à l'étendre pour y multiplier leurs ventes, pour en retirer une plus grande quantité de productions. C'est avec ces retours qu'ils conserveront leur avantage dans la balance du commerce, sans craindre que l'abondance de ces denrées les fasse tomber dans l'avilissement. Le progrès de l'industrie dans notre continent ne peut qu'y faire augmenter la population, l'aisance, et dès-lors la consommation et la valeur des productions qui viennent des Antilles.

Mais cette partie du Nouveau-Monde, que deviendra-t-elle? Les établissemens qui la rendent florissante resteront-ils aux nations qui les ont formés? changeront-ils de maître? S'il y arrive une révolution, en faveur de quel peuple se fera-t-elle? et par quels moyens? Grande matière aux conjectures; mais il faut les préparer par quelques réflexions.

Les îles sont dans une dépendance entière de l'Ancien-Monde pour tous leurs besoins. Ceux qui ne regardent que le vêtement, que les moyens de culture, peuvent supporter des délais. Mais le moindre retard dans l'approvisionnement des vivres excite une désolation universelle, une sorte d'alarme qui fait plutôt désirer que craindre l'ap-

xliv.
Quel doit être le sort futur des îles de l'Amérique.